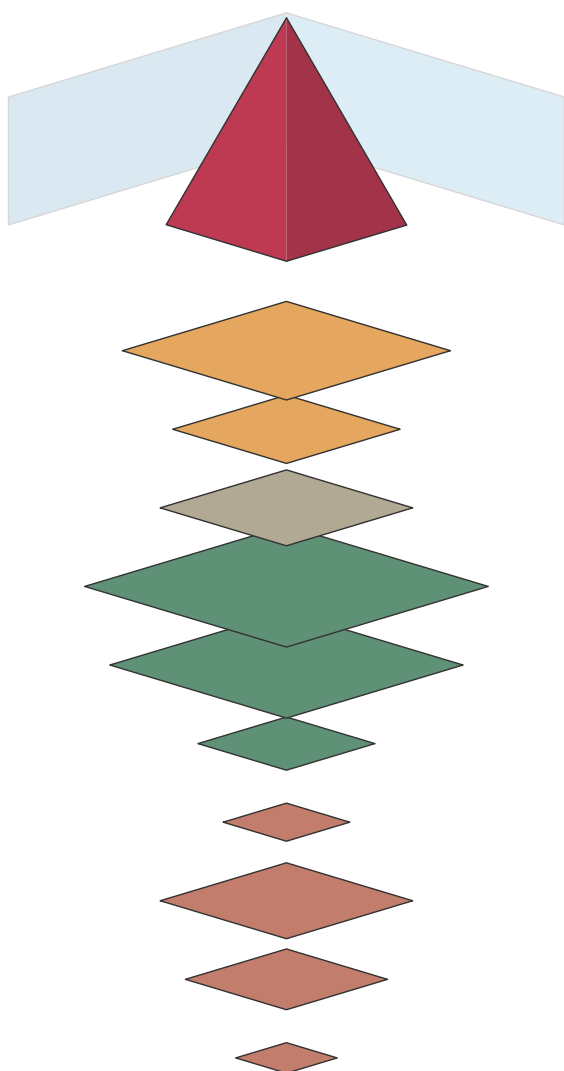




RÉPUBLIQUE DU CONGO



5,03

SCORE DE CRIMINALITÉ

87^e sur 193 pays

30^e sur 54 pays africains

6^e sur 11 pays d'Afrique centrale



MARCHÉS CRIMINELS

4,80

TRAITE DES PERSONNES **6,50**

TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS **4,50**

TRAFIC D'ARMES **5,00**

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE **8,00**

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE **7,00**

CRIMINALITÉ LIÉE AUX PRODUITS
NON RENOUVELABLES **3,50**

COMMERCE D'HÉROÏNE **2,50**

COMMERCE DE COCAÏNE **5,00**

COMMERCE DE CANNABIS **4,00**

COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE **2,00**



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

5,25

GROUPES DE TYPE MAFIEUX **3,00**

RÉSEAUX CRIMINELS **6,00**

ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT **8,00**

ACTEURS ÉTRANGERS **4,00**



3,25

SCORE DE RÉSILIENCE

161^e sur 193 pays

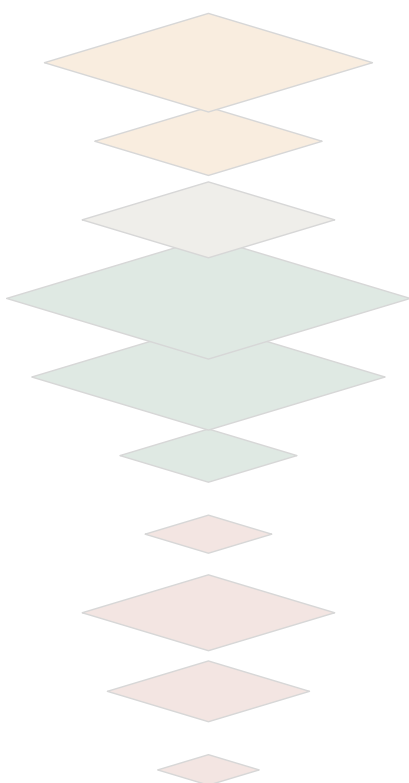
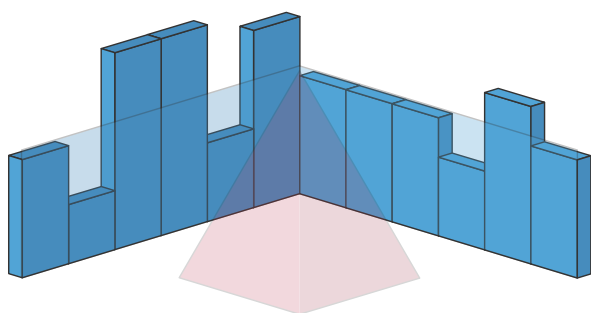
33^e sur 54 pays africains

4^e sur 11 pays d'Afrique centrale





RÉPUBLIQUE DU CONGO



3,25

SCORE DE RÉSILIENCE

161^e sur 193 pays

33^e sur 54 pays africains

4^e sur 11 pays d'Afrique centrale

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE **3,00**

TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ
DU GOUVERNEMENT **1,50**

COOPÉRATION INTERNATIONALE **5,00**

POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES **5,00**

SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION **2,00**

FORCES DE L'ORDRE **4,50**

INTÉGRITÉ TERRITORIALE **3,00**

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT **3,00**

CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE **3,00**

SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS **2,00**

PRÉVENTION **4,00**

ACTEURS NON ÉTATIQUES **3,00**



5,03

SCORE DE CRIMINALITÉ

87^e sur 193 pays

30^e sur 54 pays africains

6^e sur 11 pays d'Afrique centrale



MARCHÉS CRIMINELS **4,80**



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ **5,25**



CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

La République du Congo (Congo) est à la fois un pays d'origine et un marché de destination pour l'exploitation sexuelle et le travail forcé des enfants, des femmes et des hommes. La traite sexuelle se produit principalement au niveau national, les victimes étant déplacées des zones rurales vers les villes, tandis que les femmes et les filles béninoises constituent la majorité des victimes étrangères identifiées, aux côtés de celles originaires de la République démocratique du Congo (RDC). Environ 40 000 personnes vivent en état d'esclavage moderne et le Congo est reconnu comme faisant partie des pays prenant le moins de mesures pour prévenir cette pratique.

Dans un contexte de conflits, de violence et de déplacements importants, le trafic d'êtres humains est un moyen d'aider les personnes vulnérables à se déplacer à l'intérieur du pays et au-delà. Néanmoins, dans de nombreux cas, les migrants se rendent au Congo ou le traversent sans l'aide de passeurs professionnels. Bien que le trafic d'êtres humains ne soit pas considéré comme un crime particulièrement lucratif et ne soit pas très médiatisé au Congo, on sait que cette pratique est taxée par les acteurs territoriaux locaux. Nombre de migrants en situation irrégulière au Congo sont également exposés à la traite des personnes.

COMMERCE

Le trafic d'armes a joué un rôle important dans la guerre civile au Congo et dans les conflits en RDC et en Angola, mais il est désormais résiduel. Même si les armes font toujours l'objet de trafic et sont livrées à des milices locales, le programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration de 2018 a permis de collecter 8 000 armes. Le marché intérieur des armes militaires qui sont utilisées par les braconniers s'est développé ces dernières années, mais elles sont fournies par des marchands d'armes privés plutôt que par des réseaux de trafiquants. Celles fabriquées par l'entreprise Manufacture d'Armes et de Cartouches Congolaises (MACC) à Pointe-Noire sortent clandestinement du pays et sont utilisées par des braconniers et dans le cadre de la guerre civile en République centrafricaine.

ENVIRONNEMENT

On estime que 70 % de la production de bois dans le pays est illégale, qu'il s'agisse de l'exploitation forestière à petite échelle ou des exportations à grande échelle. Au Congo, l'exploitation forestière illégale est surtout le fait d'entreprises commerciales, plutôt que de réseaux criminels.

Des enquêtes ont révélé l'obtention illégale présumée de concessions forestières à Lebama, la surexploitation généralisée du bois et l'évasion fiscale des entreprises. Un autre problème grave est le braconnage dans certaines régions protégées du Congo. Il est principalement lié à la consommation de viande de brousse et au trafic d'ivoire. Les responsables des parcs estiment que 40 000 tonnes de viande de brousse ont été braconnées rien qu'en 2018. En particulier, le pangolin, le perroquet ainsi que d'autres espèces protégées font l'objet d'un trafic du Congo vers les pays voisins par des réseaux régionaux organisés. Compte tenu du taux de pauvreté croissant, de la crise économique et de la croissance démographique, les villageois locaux se livrent de plus en plus au braconnage et les chalutiers étrangers pratiquent la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) au large de la côte atlantique du Congo.

Bien qu'historiquement très active, la contrebande de diamants entre le Congo et la RDC est aujourd'hui entravée par le fait que les régimes fiscaux ont fait disparaître tout avantage lié aux disparités fiscales qui alimentent la contrebande. Le Congo est l'un des plus grands pays producteurs de pétrole d'Afrique, et s'il y a peu d'indications qu'une économie criminelle consolidée existe, des enquêtes récentes ont révélé des signes majeurs de corruption impliquant un certain nombre de compagnies pétrolières étrangères.

DROGUES

Le Congo est touché par le commerce mondial de cocaïne depuis peu en raison d'une ligne aérienne directe entre le Brésil et Pointe-Noire. Il sert principalement de point de transfert pour la cocaïne sud-américaine acheminée vers l'Europe, l'Angola ou la RDC. En 2017, la Drug Enforcement Administration a intercepté un navire à destination de Pointe-Noire, l'unique port du pays, transportant de la cocaïne pour une valeur de plusieurs centaines de millions de dollars en provenance du Venezuela. Cette saisie a révélé les relations d'affaires entre le cartel de Sinaloa au Mexique et des acteurs criminels congolais, notamment des fonctionnaires de haut rang.

Le cannabis est produit dans les régions du Pool, du Plateau et de la Likouala. Sa consommation est très courante dans le pays et la plupart des trafiquants de drogue arrêtés par la police congolaise sont impliqués dans le trafic de cannabis. À l'inverse, de rares saisies de drogues de synthèse ont été déclarées et rien ne permet de conclure à l'existence d'un commerce important de drogues de synthèse dans le pays. Il n'existe pas non plus d'indications d'un marché significatif de l'héroïne au Congo.

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

La corruption est endémique dans le secteur public congolais, en particulier dans les industries du pétrole et du bois. Le régime congolais est considéré comme criminel par de nombreuses personnes qui affirment que la famille du président et ses ministres sont impliqués dans différents crimes économiques. Le ministre chargé des Forêts serait, par exemple, soupçonné de soutenir l'industrie forestière illicite, tandis que des membres des forces de sécurité congolaises sont accusés de participer au trafic de drogue et d'animaux sauvages. Les réseaux criminels tels que les miliciens Ninja et Cobra ont fait l'objet de mesures de désarmement après la fin de la guerre civile au Congo en 2003. Cependant, après s'être reformés et séparés à nouveau en 2018, ces groupes auraient conservé la plupart de leurs armes, et de nombreux miliciens sont soupçonnés d'être liés ou responsables des gangs des « bébés noirs ». Des réseaux criminels impliqués dans le braconnage de

viande de brousse et le trafic d'ivoire sont actifs dans les parcs et les aires protégées du nord du Congo.

Étant donné que les régions protégées se situent principalement en zones transfrontalières, ils sont souvent constitués d'acteurs étrangers originaires de pays voisins comme le Cameroun et le Gabon. Des entreprises chinoises seraient également impliquées dans la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN), l'exploitation forestière illégale et le trafic d'ivoire, et soupçonnées de participer à des opérations de blanchiment d'argent. Des acteurs étrangers d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale seraient également impliqués dans des réseaux de traite des personnes opérant au Congo. Des structures de type mafieux sont également présentes au Congo sous la forme de gangs de jeunes locaux appelés « bébés noirs ». Ils opèrent dans les bidonvilles de Brazzaville et de Pointe-Noire. Ils sont mêlés à la petite délinquance et au trafic de drogue de bas niveau, notamment de cannabis et de drogues de synthèse.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Le gouvernement ne s'est attaqué à aucune forme de crime organisé, et les domaines dans lesquels il a légiféré (la traite des personnes et les crimes contre les espèces sauvages) ne seraient que des efforts de façade visant à obtenir le soutien de l'Occident. Sous la pression des États-Unis, le gouvernement a adopté une loi contre la traite des personnes, et beaucoup pensent que les préoccupations environnementales exprimées ne sont pas sincères. Des conférences internationales sont organisées et des parcs nationaux ont été créés, mais le problème n'est pas abordé sérieusement. La gestion gouvernementale des richesses naturelles du pays, constituées principalement de pétrole et de bois, manque de transparence et de responsabilité, les droits d'exploration et d'exploitation étant attribués de manière opaque. Sous la pression de certains donateurs, le gouvernement a récemment créé un observatoire indépendant de lutte contre la corruption, mais il serait considéré comme un outil politique permettant d'écartier les politiciens tombés en disgrâce. Le Congo a ainsi l'un des niveaux de perception de la corruption les plus élevés au monde.

Il dispose d'un cadre juridique et réglementaire visant à lutter contre divers types de criminalité organisée. L'aide internationale a contribué à l'élaboration d'un cadre législatif exhaustif contre la criminalité liée aux espèces sauvages, en particulier des lois sur l'ivoire, le braconnage et la protection de la faune. En outre, le gouvernement a récemment mis en

œuvre une loi sur la traite des personnes, qui criminalise le trafic sexuel ainsi que le trafic de main-d'œuvre.

JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Le système judiciaire congolais manque d'indépendance et souffre à la fois d'une corruption généralisée et d'ingérences politiques. Dans les affaires de traite des personnes, les poursuites sont souvent décalées de plusieurs années et des rapports indiquent que les militants de la lutte contre la traite sont souvent harcelés par des agents du gouvernement et des policiers. Depuis 2010, les tribunaux du pays n'ont poursuivi ou condamné aucun trafiquant présumé. Bien que des criminels aient été condamnés pour des délits liés aux espèces sauvages, ils bénéficient souvent d'une amnistie ultérieure, ce qui signifie que de nombreux braconniers n'en sont pas à leur première infraction et continuent à commettre leurs crimes en toute impunité. Les forces de l'ordre congolaises sont également gangrénées par une corruption généralisée, mais, avec le soutien d'organisations internationales, le gouvernement a renforcé la formation des agents chargés de l'application des lois. Grâce à la coopération avec des organisations internationales, telles que le Fonds mondial pour la nature, la création de la police anti-braconnage et l'amélioration des mécanismes de partage d'informations entre les organismes chargés de l'application des lois ont permis d'augmenter le nombre de condamnations pour des crimes contre la faune sauvage. Malgré de récentes améliorations sous la

pression des États-Unis, les forces de l'ordre congolaises ne parviennent pas à respecter les normes fixées pour l'élimination de la traite des personnes.

La capacité du Congo à surveiller ses frontières terrestres et maritimes est faible, en grande partie à cause de la corruption endémique au sein des services de sécurité de l'État. Le commerce de produits de contrebande et d'animaux sauvages entre le Congo et la RDC est monnaie courante, en particulier entre Brazzaville et Kinshasa. Le marché de la viande de brousse étant régional, la faune braconnée au Congo fait également l'objet d'un trafic hors du pays vers la RDC, le Gabon et le Cameroun. Il est en outre établi que l'armée angolaise a infiltré les régions du sud du Congo dans le but d'attaquer les rebelles du Cabinda.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Si peu de banques opèrent au Congo, le pays est membre du Groupe d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique centrale, le GABAC. Le blanchiment d'argent par le biais d'investissements immobiliers nationaux et étrangers serait en augmentation. Les fichiers du Financial Crimes Enforcement Network du gouvernement américain révèlent également des virements bancaires suspects entre le Congo, le Royaume-Uni et la Suisse. Le neveu du président a ainsi été mis en examen en France pour blanchiment d'argent. Le Congo est également confronté à une grave crise économique avec la chute des cours du pétrole, qui limite considérablement la capacité de dépense du gouvernement. L'absence de rémunération régulière des fonctionnaires (enseignants, infirmiers et médecins, entre autres) a entraîné un certain nombre de grèves. Malgré la restructuration de sa dette publique avec la Chine et un plan de sauvetage du Fonds monétaire international de 449 millions de dollars, la dette du Congo reste insoutenable. La faiblesse des protections en matière de réglementation économique et la grave crise économique qui y sévit font du Congo l'un des pires pays au monde où faire des affaires.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

En matière d'aide aux victimes de la traite, la totalité des actions du gouvernement se concentre sur les enfants d'Afrique de l'Ouest réduits au travail forcé à Pointe-Noire. Rien n'a été fait pour identifier ou aider les victimes d'autres villes ou d'autre forme d'exploitation que le travail forcé. Le gouvernement ne dispose pas d'une procédure systématique d'identification et d'orientation et n'accorde aucun statut de résidence aux victimes de la traite. À l'exception des actions de prévention visant à endiguer le trafic d'espèces sauvages, la prévention du crime organisé reste extrêmement limitée au Congo. Celles visant à prévenir le trafic d'espèces sauvages sont mises en œuvre à la fois par des entités gouvernementales et des organisations internationales de conservation, et si l'action du gouvernement pour prévenir la traite des personnes

s'est améliorée ces dernières années, elle reste insuffisante. Un comité de coordination de la lutte contre la traite à Pointe-Noire a néanmoins été créé et le gouvernement a mené des campagnes de sensibilisation du grand public sur la traite des personnes. Quoi qu'il en soit, le gouvernement congolais ne dispose pas d'un plan d'action national complet et adéquat contre ce fléau. Au Congo, les organisations de la société civile sont extrêmement faibles et se préoccupent uniquement de la corruption du secteur public. C'est pourquoi les militants de la société civile sont souvent victimes d'intimidations et de menaces. Certains sont même morts dans des circonstances mystérieuses. Plusieurs militants du mouvement citoyen Ras-le-bol ont été arrêtés ou intimidés, et des journalistes enquêtant sur la corruption, la gestion de la pandémie de COVID-19 ou la corruption pétrolière ont été sanctionnés. Pendant l'insurrection dans le Pool et durant les dernières élections, le gouvernement congolais a clairement sévi contre les organisations de la société civile et les membres de l'opposition. En outre, le secteur des médias est fortement censuré, car de nombreux médias appartiennent à des alliés du gouvernement.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.